

**Fiche-action n°S8****Développer des mesures préventives anti-graffitis et d'aide financière ou de compensation pour les dépenses de nettoyage des façades des biens immobiliers privés****Situation et justification :**

Depuis plusieurs années les propriétaires de biens immobiliers n'échappent pas aux problèmes des coûts qui doivent être engagés dans le nettoyage des façades souillées par des graffitis – terme générique désignant à la fois les tags (signatures plus ou moins complexes) et les graffs (fresques couvrant plusieurs mètres carrés). Rappelons qu'une motion comprenant des mesures anti-graffitis a été déposée au Conseil municipal. Au sein de l'Atelier « *Sécurité et ordre public* » cette problématique a également fait l'objet d'une proposition¹ qui porte particulièrement sur les deux aspects suivants :

- Amélioration durable de la qualité du cadre de vie de toute la population bernésienne, sur la base de mesures préventives contre les déprédations de biens immobiliers privés et publics commises par les tagueurs et les graffiteurs (ou graffeurs).
- Mesures d'aide financière pour le nettoyage des tags et des graffs en faveur des propriétaires de bâtiments souillés, et mesures d'incitation à procéder à leur effacement financées par la commune.

Objectifs visés :

1. Offrir aux jeunes la possibilité d'exposer leurs tags et graffs sur des panneaux amovibles et temporaires dans des lieux d'expression libre sans qu'ils aient à se mettre dans une situation illégale (situation qui constitue pour eux une source de vulnérabilité supplémentaire si l'on prend en considération que ce mouvement d'expression se cristallise autour de groupes de jeunes, souvent issus de milieux populaires et immigrés, en voie d'exclusion).
2. Face à l'aspiration identitaire et expressive sous-jacente aux actions des tagueurs et graffiteurs, promouvoir leur participation au *Parlement des jeunes* (projet soutenu par l'Atelier « *Petite enfance et jeunesse* ») ainsi qu'aux délibérations relatives à l'usage de tels espaces d'expression publics et délimités qui leur seraient accordés. Ceci, en publiant simultanément – dans le journal *informations communales Bernex* – les implications qu'induisent de telles activités lorsqu'elles sont commises dans l'illégalité.
3. Apporter une solution cohérente pour inciter les propriétaires de bâtiments souillés par les graffitis à effectuer les travaux de nettoyage, et pour aider les propriétaires à prendre en charge les dépenses d'élimination de ces graffitis. Diffusion d'informations à leur intention quant aux solutions techniques existantes contre les graffitis.
4. Mettre en place une mesure de prévoyance par laquelle le Service de la sécurité municipale introduirait le relevé photographique des graffitis sauvages lors des dépôts de plaintes pour dommage à la propriété. Une fois les signatures identifiées lorsqu'un tagueur est pris en flagrant délit, ces constats permettraient d'ouvrir une procédure sur l'ensemble des dégradations réalisées par celui-ci.
5. Lancer une campagne d'information et de prévention auprès des jeunes et des familles.

Pertinence « développement durable » de l'action :

Pour prévenir les actes illégaux des tagueurs et des graffiteurs ou graffeurs, l'Atelier propose une approche durable et globale de cette forme d'expression en conciliant les besoins des jeunes et l'aspiration de tous les habitants à un paysage villageois harmonieux.

La mise en place de sites réservés à l'affichage des tags et des graffs sur le domaine public, ainsi que les délibérations relatives à l'usage de ces lieux dans le cadre du *Parlement des jeunes* (projet en cours) permettraient de convertir une pratique délinquante en activité légitime – source de participation citoyenne et d'intégration, mais également de reconnaissance. Car la surface murale brute, soumise aux aléas de la rue, est un obstacle majeur à toute reconnaissance artistique du graffiti par les institutions culturelles, puisque seul un support amovible permet son exposition (selon une logique de légalité) dans des infrastructures destinées à la jeunesse (rampe de skateboard par exemple),

¹ Cf. 3^{ème} remarque du point 3 du procès-verbal de la séance du 16 juin 2005.

lors de manifestations ponctuelles (festivals musicaux notamment) et lors des échanges qui se développent progressivement dans les salons, galeries et musées d'art contemporain.

En outre, la diffusion auprès des propriétaires d'immeubles de solutions techniques dissuasives contre les graffitis constituerait une source d'ajustements préventifs complémentaires et durables.

Descriptif de l'action:

- Mise en place – en accord avec les habitants et propriétaires d'immeubles des quartiers – de sites d'exposition publics, délimités et fixes, réservés à l'affichage en alternance de tags et de graffs réalisés sur des supports amovibles offrant par ailleurs à leurs auteurs des possibilités de conservation ou de recyclage. Des sites temporaires pourraient également être prévus et négociés (palissades de chantiers par exemple).

- Le *Parlement des jeunes* de la commune (projet en cours) constituerait un cadre propice pour les délibérations relatives à l'octroi des emplacements prévus pour ces panneaux, du rythme de leur remplacement, et de l'entretien de ces lieux d'exposition.

En ce qui concerne les choix des matériaux (supports et fixations), l'expérience réussie par le Département de l'instruction publique (DIP) dans le cadre des expositions temporaires de peintures sur panneaux exposées sur les façades extérieures et intérieures du tunnel piétonnier du *Jardin botanique* (sous la Rue de Lausanne) pourrait constituer une base inspiratrice utile.

- Développement de mesures incitant les propriétaires de bâtiments souillés par les graffitis à effectuer les travaux de réparation. Création d'un système d'aide financière ou de compensation pour les coûts engagés dans le nettoyage des façades des biens immobiliers privés.

Campagne d'information, auprès des propriétaires d'immeubles, relative aux solutions techniques et dissuasives contre les graffitis :

- ▶ Effacer les graffitis dans les jours qui suivent leur apparition.
 - ▶ Recommandation par la commune des Services ou des établissements dotés d'une expérience reconnue et de moyens techniques adaptés et performants pour l'élimination des graffitis.
 - ▶ Recouvrir par de la végétation grimpante, chaque fois que cela est possible, les façades convoitées par les graffiteurs.
 - ▶ Traitement des surfaces préventif, évitant la pénétration des pigments de peinture sur les façades accessibles aux graffiteurs et facilitant leur effacement.
 - ▶ Lors des nouvelles constructions ou rénovations des bâtiments, utilisation de matériaux dont la surface ne se prête pas à l'inscription de tags et graffs ; utilisation de peintures et de coloris permettant de recouvrir sans difficulté les surfaces souillées.
- Diffusion (dans le journal *informations communales Bernex*) d'une information de réflexion culturelle à l'intention des jeunes et familles sur la base des éléments suivants :
- ▶ La Création de sites publics d'exposition en alternance de tags et de graffs réalisés sur des supports amovibles, permet à leurs auteurs de s'exprimer en toute liberté et sans se mettre dans une situation illégale.
 - ▶ Conversion d'une pratique délinquante en activité légitime liée à une reconnaissance artistique, puisqu'un support amovible permet l'exposition des tags et de graffs dans des infrastructures destinées à la jeunesse, lors de manifestations culturelles ponctuelles et lors des échanges qui se développent progressivement dans les salons, galeries et musées d'art contemporain.
 - ▶ Possibilités de délibérations dans le cadre du *Parlement des jeunes* (projet en cours) pour la définition des modes d'usage de ces lieux d'affichage publics des tags et graffs, et pour une prise de conscience des implications qu'induisent de telles activités lorsqu'elles sont commises dans l'illégalité (coûts des dégâts causés, aspects juridiques et sanctions auxquels s'exposent les tagueurs et graffiteurs).

Calendrier : Adoption de ces propositions en vue de leur mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Nom des responsables : les Conseillers administratifs chargés des domaines loisirs, culture, jeunesse, sociale, sécurité, urbanisme, Centre Intercommunal de Voirie ; et les présidents des Commissions municipales "*loisirs et culture*", "*sociale, jeunesse*", "*sécurité*", "*urbanisme*".

Nom des partenaires concernés : Service de la sécurité municipale, Département cantonal de justice et police (DCJP), Le Service des affaires culturelles du DIP, le *Parlement des jeunes* de la commune, les Travailleurs sociaux « hors murs », les écoles et CO de la commune.

./..



Budget: à évaluer.

Indicateurs de développement durable :

Analyse de l'efficacité des mesures anti-graffitis (évolution du nombre de dépôts de plaintes). S'enquérir d'évaluations périodiques auprès du *Parlement des jeunes*, au sujet des effets favorables et du degré de satisfaction résultant de ces sites d'expression libre mis à la disposition des tagueurs et des graffiteurs (ou graffeurs) sur le domaine public.

Suivi et amélioration continue :

- Cette action proposée exige une coordination des principaux responsables et partenaires concernés.
 - Dresser un état d'avancement de l'action proposée.
 - Mettre en œuvre les réajustements visant à combler les lacunes et à supprimer les vices de conception sur la base des informations communiquées au fil des ans par le *Parlement des jeunes* et par les usagers de ces lieux d'expression libre.
 - Évaluation des coûts et éventuellement des gains induits par les mesures anti-graffitis.
 - Pour les mineurs pris en flagrant délit de dommage à la propriété, outre le remboursement par la famille financièrement responsable, il conviendrait de prévoir une mesure alternative aux mesures pénales pour réparer un délit. Le tag est souvent lié à une crise d'identité. En invitant le tagueur ou le graffiteur à se mettre au service de la communauté notamment en participant aux travaux de nettoyage des façades, on lui permet de mesurer les conséquences de ses actes, la nocivité de certains produits nettoyants, les dommages subis par les victimes.
-

